

Campus Paris-Saclay : Un projet à la lumière de la politique Sarkozy-Pécresse de la science

Le projet de Campus Paris-Saclay suscite de la part des personnels du campus intérêt, scepticisme, ou méfiance et souvent les trois à la fois. Des résistances se développent. La volonté d'y voir plus clair dans les enjeux est de plus en plus grande. L'analyse présentée ci-dessous a été rédigée par un groupe de travail des communistes d'Orsay et localités voisines.

Quel est l'objectif essentiel de la politique gouvernementale en matière de science ?

La science et la politique scientifique sont devenues des enjeux majeurs (cf encadré page 4 sur science et capitalisme). Le traité de Lisbonne exprimait en 2000 la perception claire du capital à base européenne des conditions de sa survie dans un monde où « la concurrence est libre et non faussée ». Il s'agissait de faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde ». Traduisez : mobiliser le potentiel scientifique européen dans la guerre économique, pour l'innovation industrielle, afin de permettre aux multinationales à base européenne de préserver, voire conquérir, des parts significatives de marché. **Dans son discours sur la recherche en janvier 2009, Nicolas Sarkozy** invita les industriels français à puiser dans le potentiel de la recherche publique de notre pays : c'était prendre acte de l'urgence, pour un pays chroniquement pauvre en cadres scientifiques et en recherche industrielle, de capter de nouvelles sources d'innovation en pliant le potentiel public à leurs besoins.

À la Libération, la construction du CNRS et autres grands organismes publics de recherche avait donné à la France des outils de politique scientifique qui ont largement contribué à des succès industriels majeurs (aéronautique, spatial, énergie, transports, etc) tout en échappant en grande partie à la domination directe des capitaux privés. Dans les conditions politiques et économiques présentes, qui sont profondément différentes, *il s'agit d'assujettir de façon beaucoup plus directe l'appareil de recherche publique aux besoins incoercibles d'innovation des multinationales à base française, en permettant à ces dernières d'économiser sur leurs frais de recherche propre.*

Du point de vue des moyens, quelles sont les orientations mises en œuvre ?

Un effort de communication relayé par les médias vise à convaincre l'opinion publique que recherche et enseignement supérieur sont des priorités. En fait, un examen détaillé

montre qu'il y a globalement stagnation des moyens. La généralisation des Partenariats Public Privé (PPP) entraîne le pillage des finances publiques. À l'opposé, les moyens accordés sans contrôle aux industriels sous forme de crédit d'impôt sont considérables et en accroissement, alors que les grands groupes réduisent quasiment tous leurs capacités propres de recherche.

La recherche publique est de plus en plus pilotée par l'application. Ceci est obtenu en combinant financement contractuel, darwinisme rudimentaire, mise en coupe réglée des grands organismes et évolution de la politique de l'emploi scientifique.

Détaillons pour le financement contractuel et ses conséquences...

La faiblesse des financements récurrents et la dépendance vis à vis de l'ANR, de contrats européens, industriels ou autres, canalisent la recherche vers certains domaines et en désertifient d'autres. Avec toutes sortes d'autres conséquences négatives. Un colossal investissement des chercheurs pour inventer et rédiger des projets de contrats, participer à l'évaluation des projets d'autres équipes puis auditionner les post-doctorants financés précairement sur les contrats obtenus. Un empilement bureaucratique de modalités strictement codifiées et largement redondantes. Des difficultés et blocages pour lancer des opérations de longue durée ou risquées ; ou qui n'ont pas de bénéfice direct pour l'évaluation et la publication dans des revues à fort facteur d'impact (l'instrumentation par exemple) ; ou qui sont dans des domaines qui ne sont pas à la mode du moment. Impossible de passer sous silence l'impact de ce contexte sur les relations entre scientifiques, avec des risques de pertes de cohésion et de solidarité suite au financement individuel décroché sur contrat qui bénéficie peu ou pas au reste du laboratoire. Comment enfin ne pas s'indigner des **pressions, menaces et chantages dégradants** sur les établissements et les équipes de la veine : « soit vous prenez le train en marche, soit vous crevez » ou bien « vous n'aurez pratiquement aucune chance que

vosre Labex soit accepté, mais, si vous n'en présentez pas un, on s'en souviendra quand vous formulerez des demandes diverses (postes, crédits...) ?

Qu'entendons-nous par darwinisme rudimentaire ?

On classe structures, laboratoires et individus par des techniques dérivées du management industriel, avec hiérarchie de la qualité et de l'efficacité quantifiées sur la base d'indicateurs. On labellise « l'excellence » (Labex, Equipex etc...), clé pour l'accès au financement sur les intérêts du Grand Emprunt. En conséquence, l'évaluation est omniprésente, avec l'AERES outil politique de recombinaison des structures de recherche et la mise hors-circuit des structures démocratiques d'évaluation des grands organismes. Exit la solidarité, la coopération et l'émulation, mots ringards remplacés par la compétition locale, nationale et mondiale.

Comment évolue la politique de l'emploi scientifique ?

La dégradation est forte. 900 postes stables dans la recherche et l'enseignement supérieur ont été supprimés. Il y a extension de la précarisation des jeunes chercheurs via les financements contractuels. La réforme des retraites entraînera une perte d'environ 800 postes de titulaires pour l'embauche des jeunes.

À la lumière de la politique que nous avons décrite, venons en maintenant au Campus Paris-Saclay

Le Campus Paris-Saclay comprend actuellement 23 acteurs [2 universités, Paris-Sud (UPS) et Versailles Saint Quentin (UVSQ), une école normale supérieure et 10 autres grandes écoles, six organismes de recherche dont le CNRS et le CEA, un pôle de compétitivité, deux PRES, la fondation Digiteo-Triangle de la Physique] qui seront à terme regroupés sur une même aire géographique. Le principal centre R&D de EDF (Clamart) y sera aussi relocalisé. Dans cette liste à la Prévert, il y a des poids lourds comme l'UPS et le CNRS qui apportent respectivement 60 % des étudiants concernés et plus de 50 % des personnels de recherche. C'est à une fondation (la FCS, ou Fondation de coopération scientifique du Campus Paris-Saclay) que serait dévolue rien moins que « la responsabilité de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie scientifique du campus ». À cet effet, les prérogatives des fondations viennent d'être étendues « à toutes les missions de l'enseignement supérieur et de la recherche » suite à un amendement examiné et approuvé par le Sénat en procédure accélérée le 17 novembre. Le projet initial de statuts de la FCS ne concédait, sur les 125 membres de l'Assemblée Générale, que 11 représentants à l'UPS et 8 au CNRS, avec un mode de désignation qui ne serait d'ailleurs pas une élection directe. Au sein des 7 (!) instances de la Fondation, ces statuts ne prévoyaient que très marginalement la présence des représentants des chercheurs et enseignants-chercheurs et aucune représentation du personnel technique et administratif ni des étudiants.

Quelles résistances à l'Université Paris-Sud ?

Le Conseil d'administration de l'UPS a refusé le 8 novembre d'adopter ce projet et a décidé à l'unanimité de renvoyer cette délibération à une date ultérieure, quand les amendements proposés par les représentants du personnel et des étudiants (et rediscutés par une commission d'Orientation Stratégique locale pluraliste) auraient été pris en compte par le Conseil d'Administration de la FCS dans de nouvelles propositions de statuts soumises aux établissements membres du campus.

Plus de 800 membres du personnel ont signé une pétition pour d'autres statuts. Le Conseil d'Administration de l'UPS du 13 décembre a voté le texte de statuts de la FCS proposé par la présidence, mais avec une forte opposition (17 pour sur 28 exprimés). **Après ce vote, le mouvement de résistance est loin d'être éteint.**

Un projet emblématique...

On a beaucoup parlé depuis des années du Campus Paris-Saclay et en particulier du *décor* du théâtre, le Plateau de Saclay (avec l'avenir des terres agricoles, l'isolement géographique et les moyens de transport à développer, l'urbanisation à venir...). On a aussi beaucoup parlé des *acteurs* de la pièce, déjà présents ou relocalisés, qui occuperont les lieux et dont on nous dit que la proximité géographique fera que le tout sera bien plus grand et plus visible que la somme des parties. *Toutes ces préoccupations sont intéressantes, légitimes et méritent un large débat, d'ailleurs bien amorcé. Mais essayons de décortiquer — même sommairement — la pièce de théâtre elle-même.* Nicolas Sarkozy a en effet maintes fois affirmé qu'il s'agit d'un chantier présidentiel. Des choix et des objectifs obéissant à une idéologie bien précise. *Bref, une affaire de très haute importance politique.*

D'autres campus existent ou se mettent en place, par exemple à Grenoble ou dans l'OIN Plaine du Var. Mais celui de Saclay, aux portes de la capitale, c'est 1/5 du potentiel national de recherche selon le ministère, c'est un regroupement de Grandes Écoles qui sont les fleurons de la production et reproduction de l'élite (voir le Classement international professionnel des établissements d'enseignement supérieur lancé par l'École des Mines de Paris). Il n'y manque pas un seul des nouveaux instruments qui ont été introduits au fil des années pour réformer la recherche : pôles de compétitivité, réseaux thématiques de recherche avancée (RTRA) créés par la loi de programme pour la recherche de 2006, PRES... Un projet qui se veut emblème, symbole et archétype d'une conception de la recherche qui **marie étrangement trois caractéristiques : un néo-libéralisme flamboyant, la préservation si ce n'est le renforcement des particularités les plus discutables du système existant, et enfin l'éradication des aspects les plus originaux et les plus productifs de ce système.**

En quoi la spécificité de la recherche fondamentale est-elle niée ?

Le projet Sarkozy-Pécresse nie de fait la nécessité et la spécificité de la recherche fondamentale, tant dans son rôle d'approfondissement des connaissances — avec les ingrédients essentiels que sont la créativité et la sérendipité (seules en mesure de provoquer de véritables ruptures scientifiques et d'aller au-delà d'une simple accumulation quantitative de savoir) — que comme élément fondamental de la culture. Reste une fonction rabougrie, balisée, utilitariste, une marchandisation des activités intellectuelles. Au lieu du tissu flexible des collaborations, des confrontations, de l'aiguillon de l'émulation, au lieu de la reconnaissance graduelle de la valeur d'une avancée ou d'un scientifique qui se fait avec le temps, il s'agit de mettre en place de bas en haut des structures emboîtées ou (plutôt enchevêtrées) dont les mots-clés sont la lutte pour la survie dans la pénurie, l'inquiétude permanente, la sélection, l'exaltation de l'ego et du pouvoir. On nous a concocté un système fasciné par le modèle anglo-saxon, en particulier celui des USA, mais sans en saisir les mécanismes complexes de financement, de régulation, d'insertion de la science dans l'emploi et la production, qui laissent toujours une large place à la recherche fondamentale. Cette conception idéologique sommaire est plaquée avec brutalité sur notre pays qui a d'autres traditions et d'autres formes d'organisation.

Est conservé ce qui devrait absolument évoluer...

Premier exemple : le dualisme universités/grandes écoles. Dans le Campus Paris-Saclay, les grandes écoles constitueront un bloc puissant (sinon uni) et qui détiendra le pouvoir dans la FCS si ses statuts restaient ce qu'ils sont, c'est-à-dire donnant le même poids à une alouette et à un cheval. Mais ce campus pourrait être aussi le site d'un rapprochement décisif entre les deux systèmes, thème majeur de réflexion et d'action !

Deuxième exemple : donner aux universités les moyens, la stature et l'image qu'elles n'ont toujours pas en France. Ce n'est pas non plus à l'ordre du jour, il s'agit plutôt de traiter les deux universités comme banques d'organes (structures, laboratoires, départements labellisés EX), et de cerveaux qui seront détournés vers les grandes écoles au niveau mastère. Pas un mot aussi sur le rôle des universités dans les formations de masse, et pas seulement d'élite. Gageons que les luttes entamées de belle manière sur les statuts de la FCS auront d'autres prolongements !

... et mutilé ce qui marchait plutôt bien

Nous pensons évidemment aux grands organismes de recherche, en premier lieu le CNRS, bête noire du Président de la République : trop de relents du Conseil national de la résistance, trop d'indépendance, trop de recherche fondamentale, trop de démocratie, trop d'interdisciplinarité, trop de Grands instruments, trop de SHS et d'humanités, trop d'importance nationale et internationale... Inadmissible ! Cet organisme, qui joue un rôle central dans la qualité de la recherche française, est maintenant découpé en tuyaux

d'orgue et son budget couvre les salaires, mais de moins en moins les autres chapitres. Au lieu de faire les aménagements qui s'imposent. Il y aurait un beau chantier pour faire évoluer en concertation le système des grands organismes de concert avec un véritable renforcement des universités pour créer un ensemble mieux articulé, moins cloisonné (avec, pour suggérer quelques pistes, des statuts du personnel encourageant les échanges entre organismes, l'assouplissement et la diversification des parcours personnels; et pour cela aligner les salaires sur ceux des EPIC (CEA par exemple) et réduire la charge de cours annuelle des enseignants-chercheurs de 25 %).

Revenons sur l'enjeu ...

Le projet de Campus Paris-Saclay - quel que soit l'avis que l'on ait sur lui - est un enjeu capital au niveau local régional et national. Nous avons voulu montrer que la prise en compte de la finalité idéologique et politique du projet Sarkozy-Pécresse est indispensable pour intervenir à son sujet. Faute de quoi, on arrive vite à un accord sur le fond à peine voilé, comme c'est le cas de la CAPS qui se contenterait en substance d'une cogestion avec les collectivités locales. Nous estimons que ce projet est aux avant-postes d'une attaque globale sans précédent de la recherche et de l'enseignement supérieur. Il est mis en place à la hussarde, en relation avec le projet d'aménagement du Grand Paris, en appliquant aux scientifiques et aux collectivités locales la **stratégie du choc** (au sens de Naomi Klein) et avec la réquisition du Parlement pour des aménagements législatifs.

... d'un projet médiocre et dangereux

Il a un financement insuffisant et bancal tirant des traites sur l'avenir. Il disloque l'UPS pour l'extirper par morceaux d'un site bien desservi et magnifique (mais d'une valeur immobilière sans doute bien supérieure au milliard !). Il empile des couches nouvelles de structures sur les anciennes, créant de nouveaux espaces de bureaucratie et une sorte de mouvement brownien où vont s'engloutir temps, compétence et efficacité. Il a une politique de l'emploi où le *développement durable* des ressources humaines est remplacé par le pillage des équipes existantes et le recours aux emplois précaires. Il a été conçu par des gens dont la plupart ne sont pas formés par la recherche et qui ont des préconceptions sur la nature du travail scientifique et sur comment la recherche percole dans la production. Le projet gouvernemental a de bonnes chances de laisser derrière lui sinon un champ de ruines, du moins un appareil de recherche et d'enseignement supérieur durablement affaibli.

C'est un jugement sévère, mais nous le pensons argumenté. Nous le versons au débat démocratique.

Tout n'est-il pas joué ?

Heureusement, rien n'est joué. Les résistances multiformes s'organisent. Avec cet article, nous espérons avoir contribué par nos analyses critiques et nos propositions à ce que les résistances passent à un niveau supérieur **jusqu'à enrayer la machine, bousculer tout le schéma, et construire ensemble un autre projet.**

Pourquoi la science est devenue un enjeu majeur pour le capitalisme ?

Nul besoin d'être un économiste marxiste pour constater que l'incorporation des progrès techniques — donc, en dernière instance, des connaissances — dans les machines aboutit à une élévation incessante de la productivité : le travail vivant produit toujours davantage dans des temps plus courts, abaissant la valeur individuelle de biens de plus en plus nombreux et diversifiés. C'est, en gros, ce qui se produit dans les phases de développement capitaliste où les entrepreneurs privés trouvent des conditions favorables pour vendre leurs marchandises, remplacer leurs machines et acheter du travail salarié de plus en plus qualifié en réalisant un taux de profit élevé.

Mais les phases d'expansion continue du capitalisme — comme les Trente Glorieuses en France — sont condamnées à ne durer qu'un temps. C'est que l'accroissement de la productivité se traduit par une augmentation plus ou moins continue du capital des machines, et que ces dernières ne font que s'user dans la production, sans produire de valeur. La diminution de la part des salaires, relativement à la part du capital des machines conduit, en moyenne, dans toute la sphère de la production capitaliste, à une baisse, en tendance, du taux de profit moyen. Au stade actuel, l'accumulation de capital en machines est telle, la baisse du taux de profit moyen si sévère dans la sphère des pays industrialisés, que le capitalisme a dû évoluer en recourant de plus en plus à la financiarisation, à la spéculation. On en connaît les résultats, le monde les subit de plein fouet aujourd'hui.

Quelle que soit la fuite en avant financière, il reste que plusieurs aspects nouveaux, par rapport aux textes de Marx, se manifestent à l'époque actuelle. La recherche, et les dépenses de recherche, ont pris une importance considérable dans le capitalisme d'aujourd'hui. La formation des hommes, l'accès en masse aux avancées des connaissances, tant pour l'accumulation du profit et l'aliénation que pour la culture, la citoyenneté, la libération et l'épanouissement des individus, sont eux aussi devenus des enjeux sociaux majeurs. Enfin, l'exploitation des ressources naturelles arrive dans de nombreux domaines à ses limites historiques, et le saccage de l'environnement, avec notamment le réchauffement climatique, pose à l'humanité la question urgente de la maîtrise de son développement. La révolution informationnelle, qui pose elle aussi en termes nouveaux la question et la possibilité du partage des connaissances, contribue à une accélération spectaculaire du passage des connaissances fondamentales à l'application industrielle. Une multinationale planétaire met en œuvre ce partage des savoirs tout en le privatisant (brevet, secret industriel). L'avantage procuré à une multinationale par son monopole sur une technologie nouvelle dure de moins en moins longtemps : la baisse du taux de profit moyen s'affirme, la crise s'aiguise. La production de biens (matériels et immatériels), avec sa part de travail humain, reste évidemment le cœur de la production de richesses et la seule source de plus-value à l'échelle planétaire.

Le rôle du développement des connaissances dans la baisse du taux de profit moyen est déterminant. Pourquoi cela ? C'est que chaque capitaliste, confronté à la baisse du taux de profit moyen, cherche à créer pour ses capitaux un taux de profit supérieur à la moyenne. Il peut y arriver pendant un certain temps en s'appropriant l'exclusivité d'un progrès technique qui lui permette d'abaisser considérablement, pour lui seul, le temps de travail nécessaire à une production donnée. Il peut alors vendre à meilleur marché que ses concurrents, et néanmoins au-dessus de la valeur individuelle de sa marchandise. Il réalise ainsi un taux de profit supérieur à celui de ses concurrents. Mais cet avantage n'a qu'un temps. Car les concurrents vont mettre en œuvre une nouvelle technologie (la même ou une autre), si bien que le temps de travail social va s'équilibrer à la baisse, annulant les conditions favorables mises en œuvre par la première innovation pour le premier capitaliste. Cette tendance à la baisse implique pour chaque entrepreneur un recours incessant à la technologie la plus récente, issue des avancées fondamentales et protégée par le secret industriel. C'est la course à la compétitivité. Il faut noter que les frais de recherche pour la mise au point de machines et de procédés nouveaux contribuent au coût de ces dernières. La mise en œuvre des technologies nouvelles exige une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée, un contenu intellectuel du travail de plus en plus affirmé. La formation continue devient une nécessité incontournable.

L'évolution fulgurante de l'informatique au cours des cinquante dernières années est un exemple éloquent du processus décrit plus haut. En quelques décennies, le prix d'un ordinateur est passé de plusieurs centaines de millions de francs à quelques centaines d'euros, permettant à l'informatique de s'imposer partout, rendant obsolètes ou inutiles des secteurs entiers de production. La compétition entre firmes s'appuie sur des révolutions technologiques incessantes, incorporant les avancées fondamentales de la mécanique quantique, de l'électromagnétisme, de la structure électronique des solides etc... Le même constat, *mutatis mutandis*, vaut pour l'industrie pharmaceutique, l'industrie chimique, les transports aériens, terrestres ou maritimes, l'industrie spatiale, l'énergie, etc.. Le capital met en œuvre une palette de stratégies pour s'accaparer au détriment des concurrents, un taux de profit supérieur à la moyenne : augmenter le temps de travail, abaisser les salaires, fermer, racheter ou délocaliser des entreprises. Ce processus, de façon chaotique, mène toujours à la « suraccumulation/dévalorisation » : accumulation de capital en excédent au regard des conditions de sa « reproduction élargie », accompagnée de la ruine de secteurs entiers de production. En conclusion, *la science joue un rôle important et complexe. Elle est un acteur majeur dans la satisfaction des besoins culturels, économiques, écologiques et sociaux. Bien que le capitalisme l'utilise pour augmenter le profit, il n'en reste pas moins que son développement participe activement au mouvement d'obsolescence historique du capitalisme.*